

## MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

### CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

(CCTP N° DREAL-BZH-RN164-Mur-CEE du 16 avril 2025)

#### *Pouvoir adjudicateur*

État – Ministère de l'aménagement du territoire et de la transition écologique –  
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement  
(DREAL) de Bretagne

#### *Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)*

Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Bretagne, nommé au 1er novembre 2021, par arrêté ministériel en date du 20 septembre 2021, et ayant reçu délégation de signature par arrêté préfectoral n°2024/DREAL/DSF, en date du 30 octobre 2024

#### *Objet du marché*

Coordination environnemental des travaux de mise à 2 X 2 voies de la RN164 dans le secteur de Guerlédan, dans sa section ouest entre Caurel et le Rossuliet

Le présent CCTP comporte pages.

# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

## SOMMAIRE

	Pages
<b>ARTICLE PREMIER. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>3</b>
1-1. Objet du marché.....	3
1-2. Organisation de la qualité.....	5
1-3. Historique du projet.....	6
1-4. Conditions générales d'exécution.....	8
1-5. Textes réglementaires, rapports et documents de référence.....	11
1-6. Hygiène et sécurité.....	12
<b>ARTICLE 2. LA MISSION DE CONTRÔLE EXTÉRIEUR ENVIRONNEMENTAL.....</b>	<b>12</b>
2-1. Objet du contrôle.....	12
2-2. Organisation des prestations.....	13
2-3. Gestion des points critiques et des points d'arrêt.....	16
2-4. Rendus.....	19
<b>ARTICLE 3. DOMAINES D'INTERVENTION DES VISITES DE TERRAIN.....</b>	<b>19</b>
3-1. Généralités.....	19
3-2. Protection de l'air.....	19
3-3. Protection du cadre de vie.....	19
3-4. Gestion du milieu naturel.....	20
3-5. Protection de l'eau.....	20
3-6. Base de vie.....	22
3-7. Stockage.....	23
3-8. Gestion des déchets.....	23
3-9. Information du personnel.....	23

# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## **ARTICLE PREMIER. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1-1. Objet du marché**

Les prestations du marché concernent une mission de coordination environnementale des travaux de mise à 2 X 2 voies de la RN164 dans le secteur de Guerlédan, dans sa section ouest entre Caurel et le Rossuliet.

Le coordonnateur environnemental assure la protection des enjeux environnementaux dans le cadre des travaux.

Le projet porte sur l'aménagement à 2X2 voies de la RN164 sur 11,8 km sur le secteur de Mûr de Bretagne.

Un phasage des travaux a conduit à découper l'opération en trois parties qui seront réalisées dans cet ordre chronologique :

- la section ouest entre Caurel et le Rossuliet
- la section est entre le Rossuliet et Colmain, à l'exception du viaduc de Poulancre
- le viaduc de Poulancre, ouvrage d'art non courant n°7

Le présent marché concerne uniquement la la section Ouest. Les principales caractéristiques du projet sont ainsi :

- Défrichement et déboisement
- Réalisation des ouvrages d'arts OA6, OA5, OA4 et OA3 et leurs rétablissements, ainsi que l'ouvrage hydraulique OH5 – PPF E
- travaux de terrassement, assainissement, chaussée et équipements, OA2, OH1 et 4
- Réalisation de l'ouvrage d'art OA1 et ses rétablissements, les ouvrages hydrauliques OH2 – PPF B (en 2 parties) et OH3 – PPF C (en 2 parties) et les PPF-A1 et PPF-A2
- aménagements paysagers
- aménagements écologiques

Le présent cahier des clauses techniques particulières définit le rôle du coordonnateur environnemental. Il assure la protection des enjeux environnementaux dans le cadre des travaux routiers de la RN164. Les enjeux environnementaux regroupent d'une part la réduction de l'impact de la phase chantier sur l'environnement et d'autre part l'application des mesures prévues pour compenser les effets permanents du projet.

Les principales missions demandées dans le cadre de ce marché sont les suivantes :

- Analyse et avis sur les documents transmis par les entreprises de travaux.
- Vérification du respect des prescriptions de l'arrêté d'autorisation environnementale et de l'application des PRE des entreprises de travaux.
- Vérification de l'absence d'espèces protégées dans les emprises au démarrage des travaux ou à certaines périodes, puis déplacement si nécessaire.

Les prestations attendues dans le cadre de ce marché consistent en la réalisation par le titulaire des éléments suivants :

- Appropriation de la mission avec production d'une note de synthèse.
- Appropriations des documents généraux de chaque marché (CCTP, SOPRE) avec production d'une note de synthèse par marché.
- Analyses des documents spécifiques et avis sur les documents listés au 2-2.3 du CCTP pour chaque marché.
- Visites de terrains avec production des comptes-rendus de visite.
- Expertises ponctuelles en fonction des constats effectués avec production des comptes-rendus d'expertise.
- Dossier de synthèse pour chaque marché.
- Participation aux diverses réunions avec production des comptes-rendus de réunion.

Les prestations de coordination environnementale concerneront plus précisément les 6 marchés suivants:

Parties techniques	Délais	Départs délais
Marché défrichement déboisement Ouest	24 mois en tout (6 semaines TF + 5 mois TO)	01/01/26
Marché OAC n°1 Ouest	20 mois	01/06/26
Marché TACE Ouest	36 mois	01/08/27
Marché OAC n°2 Ouest	14 mois	01/03/27
Marché Aménagements paysagers Ouest	10 mois	01/06/28
Marché aménagements écologiques Ouest	15 mois	01/06/28

Ces dates de démarrage et délais de marchés sont donnés à titre indicatif.

Un planning prévisionnel des travaux sera fourni au démarrage de la mission.

Il est à noter que le calendrier est prévisionnel et qu'il est donc susceptible d'évoluer.

Le coordonnateur environnemental devra vérifier que les dispositions prescrites dans l'arrêté d'autorisation environnementale et que les engagements des titulaires de ces marchés concernant l'environnement soient bien respectés pendant toute la période de chantier.

Il contrôlera que la transmission des enjeux environnementaux a été correctement prise en compte par les personnels du chantier. Il assurera le suivi de la mise en application des Plans de Respect de l'Environnement (PRE) et de la notice environnementale sur le chantier.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le présent CCTP.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

Ces résultats seront utilisés par l'acheteur dans le cadre de la concession (option A).

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : communes de Caurel et Guerledan (22).

## **1-2. Organisation de la qualité**

Le titulaire soumet au maître d'œuvre **un Plan d'Assurance Qualité (PAQ) lors de la phase d'appropriation de la mission** qui comprend au moins :

- une note décrivant l'organisation mise en place, précisant l'engagement de respecter les indications du présent cahier des charges, précisant la consistance des opérations d'analyses, de visites, d'expertises et des réunions prévues avec les partenaires concernés ;
- une présentation claire de l'équipe-projet avec notamment le nom du coordonnateur principal, servant d'interface avec les partenaires, et des autres chargés de contrôle devant réaliser les analyses de documents et les constats suite aux visites de terrain et aux expertises, avec leur curriculum vitae prouvant qu'ils ont les compétences requises dans le domaine. Le coordonnateur principal doit avoir des connaissances générales en environnement sur toutes les thématiques (air, bruit, eau, biodiversité, déchets, milieu naturel, zones humides, espèces protégées, assainissement). Il doit pouvoir s'appuyer, au besoin, sur des chargés de contrôle spécialistes tels qu'un naturaliste botanique pour les espèces invasives, mollusques, amphibiens, reptiles, avifaune, insectes, poissons, mammifères, chiroptères et loutre, et tels qu'un hydrogéologue/hydraulicien pour la gestion de l'eau et de l'assainissement provisoire.
- des modèles de fiches de suivi et des exemples de notes d'avis sur des PRE, des d'assainissement provisoire, des plans d'installation de chantier et des accès de chantier, des documents EXE ;
- des modèles et exemples de compte-rendus de visites de terrain ;
- un engagement sur les différents délais pour la transmission des analyses et des avis sur les PRE, les plans d'assainissement provisoire, les plans d'installation de chantier et des accès de chantier, les documents EXE, pour la transmission des avis concernant les suivis des pièces environnement (chapitre environnement du journal de chantier notamment), ainsi que pour la transmission des comptes-rendus de visites de terrain et des réunions ;
- les moyens et méthodes éventuelles dont peut disposer le titulaire pour procéder à des expertises éventuelles.

Ce Plan d'Assurance Qualité constituera la mise à jour du Plan d'Assurance Qualité remis au moment de l'offre. Il devra donc être spécifique à la mission demandée dans le cadre du présent marché.

## **1-3. Historique du projet**

### **1-3.1. Contexte général**

L'opération s'inscrit dans le cadre du programme d'aménagement de l'ensemble de l'itinéraire de la RN 164.

La RN 164 assure la liaison venant de Rennes par la RN 12 à partir de Montauban-de-Bretagne, dessert Loudéac, Carhaix et Châteaulin où elle rejoint la RN 165 en direction de Brest au nord ou Quimper au sud.

Le principe d'aménagement à 2 × 2 voies avec échangeurs dénivelés de la RN 164 a été acté par décision ministérielle du 21 mars 1995.

Cet aménagement s'est constamment inscrit dans les problématiques nationales d'aménagement du territoire.

Le rapport Mobilité 21 « pour un schéma national de mobilité durable », remis le 27 juin 2013 et repris par le Gouvernement dans son Programme d'Investissement pour l'Avenir, a souligné le caractère indispensable qui s'attache à la modernisation des axes routiers dont le rôle en matière de désenclavement est incontestable, en citant notamment l'aménagement de la RN164.

Cet investissement a ainsi été pris en charge par les politiques publiques majeures en région Bretagne et en premier lieu le Pacte d'Avenir pour la Bretagne, signé le 13 décembre 2013 par le Premier Ministre pour accompagner la crise du modèle, économique breton, et qui affirme la priorité donnée à l'achèvement de la mise à 2x2 voies de la RN 164. Il a été traduit dans le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 11 mai 2015 par un investissement sans précédent pour l'aménagement de la RN164, en y consacrant 237 M€, soit plus de 85 % des crédits dédiés aux investissements routiers.

Cet engagement a été fortement réaffirmé dans le Pacte d'Accessibilité pour la Bretagne, signé le 8 février 2019 par le Premier Ministre suite à l'abandon du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Ceci en cohérence avec la Loi d'Orientation sur les Mobilités promulguée le 24 décembre 2019 qui donne la priorité aux investissements en faveur des mobilités du quotidien, et inclut un plan de désenclavement routier des villes moyennes et des territoires ruraux dont fait partie l'aménagement de la RN164.

Actuellement la RN164 est déjà aménagée à 2x2 voies sur plus de 80 % de son linéaire de 162km.

La mise à 2 x 2 voies de la section Ouest, opération de Guerledan, est financée dans le cadre du CPER 2021-2027.

Le statut de route express sera octroyé à la RN164 à l'issue de l'enquête publique portant sur la totalité de l'itinéraire, une fois tous les aménagements terminés.

En application des dispositions de l'instruction gouvernementale du 29 avril 2014, fixant les modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national, et de son instruction technique modifiée le 20 novembre 2019, la DIT a passé une commande concernant les études de conception détaillée par courrier du 24 janvier 2019.

Cette commande demandait la conduite des études de conception détaillée du projet routier, les acquisitions foncières et les procédures préalables à l'engagement des travaux (enquêtes parcellaires, archéologie préventive, obtention de l'arrêté d'autorisation environnementale, réalisation de l'audit de sécurité routière en phase de conception détaillée...).

Ce dossier de Projet sera approuvé localement par la DREAL Bretagne après la réalisation d'un contrôle extérieur, de l'audit de sécurité routière et après avoir recueilli l'avis de l'IGR de la mission TEDET territorialement compétent.

Cette commande de la DIT fixe un coût plafond de l'opération à 116,8 millions d'euros courants.

En termes de procédure, l'opération nécessite une demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau et une demande de dérogation au titre de la destruction d'espèces protégées, regroupées dans un dossier d'autorisation environnementale unique, dont le dépôt en préfecture a été effectué en 2025. Il est visé une obtention de l'arrêté en 2026.

La réalisation d'un diagnostic archéologique a été prescrite par arrêté du Préfet de région du 8 février 2023 ; ce diagnostic a eu lieu en novembre-décembre 2023. A l'issue de ce diagnostic, la DRAC a prescrit la réalisation de fouilles archéologiques, qu'il faudra réaliser avant le démarrage des travaux routiers de la section est (la zone à fouiller ne concernant pas la section ouest).

Une enquête parcellaire, nécessaire pour les acquisitions foncières, a été menée en novembre 2022 et a donné lieu à un avis favorable de la commissaire enquêtrice. Une enquête parcellaire complémentaire menée en septembre 2024 a également donné lieu à un avis favorable de la commissaire enquêtrice.

Le principe de réalisation d'un AFAFE a été validé en CIAF du 28 juin 2022. Il est réalisé sous maîtrise d'ouvrage du Conseil Départemental des Côtes d'Armor, avec un conventionnement prévoyant la prise en charge financière par l'État comme prescrit par les textes. Une CIAF s'est tenue fin 2023 pour proposer un périmètre de l'AFAFE et le principe de l'inclusion d'emprises. Le périmètre a été soumis à enquête publique en juin 2024. La commissaire enquêtrice a donné un avis favorable. La CIAF du 22 novembre 2024 a validé le périmètre et l'inclusion d'emprises. L'arrêté de prise de possession anticipée des emprises est attendu pour début 2026 permettant ainsi le démarrage des travaux.

## **1-4. Conditions générales d'exécution**

### **1-4.1. Maîtrise d'ouvrage**

La maîtrise d'ouvrage de cette opération est assurée par :

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bretagne  
Service Infrastructures Sécurité Transports / Division Mobilités et Maîtrise d'Ouvrage  
Bâtiment l'Armorique  
10 rue Maurice Fabre  
35000 Rennes

### **1-4.2. Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre de cette opération est assurée par :

Direction Interdépartementale des Routes Ouest (DIRO)  
Service Ingénierie Routière

Il assure le rôle de maître d'œuvre général pour le présent marché. Il est chargé d'une mission comprenant :

- Les études d'avant-projet (AVP) ;
- Les études de projet (PRO) ;
- L'assistance au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA) ;
- La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
- L'assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (AOR) ;
- L'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux (OPC).

### **1-4.3. Marchés de travaux**

Les prestations de contrôle extérieur environnemental pour la section ouest de Guerlédan concerneront plus précisément les 6 marchés suivants:

**Marché n°1 : Défrichement et déboisement**

**Marché n°2 : Réalisation des ouvrages d'arts OA6, OA5, OA4 et OA3 et leurs rétablissements, ainsi que l'ouvrage hydraulique OH5 – PPF E.**

Ce marché de travaux comporte :

- fourniture de signalisation provisoire et équipements pour les CEI de Loudéac et Rostrenen qui assureront le balisage des travaux<sup>1</sup> ;

1 Il est proposé de faire porter ces fournitures au premier marché de travaux pour en disposer dès que le CEI devra en disposer

- création d'une piste de chantier à l'emplacement de la trace entre l'OA6 et la zone du Rossuliet et réalisation d'un accès la RN164
- travaux de préparation de la zone de dépôt du Rossuliet ;
- mise en place de clôtures provisoires,
- construction de l'ouvrage hydraulique OH5 – PPF E<sup>2</sup> ;
- la construction de l'ouvrage OA6 et de ses rétablissements, y compris la création de la voie de rétablissement d'accès entre le Quélo et l'habitation desservie ;
- la construction de l'ouvrage OA5 (PS) et ses rétablissements ;
- la construction de l'ouvrage OA4 (PI) et ses rétablissements, raccordement sur Kermur ;
- la réalisation de la voie provisoire de la RD767 pour la création de l'OA3 ;
- la construction de l'ouvrage OA3 (PS) et de ses rétablissements sur la RD767 et Kermur
  - Ouverture de la fouille
  - Intervention de RTE (hors marché)
- Création de l'OA et fermeture de la fouille

**Marché n°3 :** travaux de terrassement, assainissement, chaussée et équipements

- mise en place de clôtures provisoires,
- réalisation des giratoires de l'échangeur ouest de part et d'autre de l'OA5 et des voies de rétablissements sur la RN164 existante depuis les giratoires<sup>3</sup> ;
- réalisation des voies de rétablissement des voies communales Kermur et Tarabust ;
- réalisation de la section courante entre la zone du Rossuliet et l'OA5 ;
- réalisation de la section courante entre les ouvrages OA5 et OA2,
- construction des ouvrages hydrauliques OH1 et OH4 (buses)
- construction de l'OA2
- réalisation de l'itinéraire de substitution (IS) du Martray et son raccord à la RN164 existante<sup>4</sup>,
- réalisation de la section courante de l'ouvrage OA2 jusqu'au raccord du Martray à la RN164,
- construction de la voie d'accès aux établissements SENAN et ses dessertes,
- réalisation de la section courante à l'ouest à partir de Senan, entre le raccord du Matray à la RN164 et le raccord à la 2 × 2 voies existante sur la commune de Caurel (extrémité de Mûr ouest),
- réalisation des bretelles de l'échangeur ouest
- démolition du raccord entre l'IS de la Martray et la RN164.
- construction des bassins d'assainissement n°1,2 et 3,

**Marché n°4 :** Réalisation de l'ouvrage d'art OA1<sup>5</sup> et ses rétablissements, les ouvrages hydrauliques OH2 – PPF B (en 2 parties) et OH3 – PPF C (en 2 parties) et les PPF-A1 et PPF-A2

**Marché n°5 :** aménagements paysagers section ouest

**Marché n°6 :** aménagements écologiques (restauration de zones humides, remplacement d'ouvrages hydrauliques existants...)

2 OH5 couplé au passage petite faune E

3 OA5-exrn\_nord et OA5-exrn\_sud

4 Après réalisation des OH2-PPF-B (1ère partie) et OH3-PPF-C (1ère partie) sous l'IS de la Martray

5 Le marché 4 devra être attribué pendant le déroulement du marché 3 notamment car la construction de l'OA1 sera nécessaire pour assurer la continuité de circulation vers les établissements Senan.



Concernant les marchés 5 et 6, la nature des travaux est telle que l'intervention du titulaire du marché sera allégée par rapport à celle relative aux autres marchés de travaux, beaucoup plus lourds en termes de risques pour l'environnement. De plus le marché n°6 fera l'objet d'un suivi par l'assistant à maîtrise d'ouvrage en matière d'environnement de la DREAL Bretagne. Le suivi de ces deux marchés par le titulaire n'est donc pas dimensionnant par rapport au reste des prestations attendues.

#### **1-4.4. Déplacements de réseaux des concessionnaires**

Des travaux de déplacements de réseaux des concessionnaires ENEDIS, ORANGE, RTE, commune de Guerlédan pour l'AEP, sont prévus en parallèle des travaux du projet de la mise à 2x2 voies de la RN164. Certains travaux auront lieu en amont des nôtres, d'autres après ou encore d'autres en interaction.

La DREAL Bretagne n'est pas maître d'ouvrage de ces travaux. En revanche, compte-tenu des incidents sur l'environnement lors d'opérations antérieures, notamment pour les déplacements des réseaux d'ENEDIS et plus particulièrement lors d'opération de forages avec des boues qui se sont déversées dans les cours d'eau et milieux naturels, il sera pertinent de prévoir des visites de terrain.

#### **1-4.5. Coordonnateur SPS**

La mission de coordination en matière de SPS en phase conception/réalisation est assurée par :  
BTP Consultants  
1 place Charles de Gaulle \_ Immeuble Central Gare  
78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX

#### **1-4.6. AMO environnement**

Le bureau d'étude EGIS est titulaire du marché d'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour l'environnement.

La mission d'EGIS a consisté à élaborer le dossier PROJET des mesures compensatoires environnementales liées au projet routier et le dossier de demande d'autorisation environnementale. Il a aussi une mission d'AMO pour l'exécution des mesures compensatoires, et pour la prise en compte de l'environnement dans les marchés de travaux routiers. Il a élaboré la notice de respect de l'environnement qui sera jointe aux DCE travaux.

#### **1-4.7. Autres intervenants**

Les autres intervenants sur le projet sont les suivants :

- ➔ DIRO / District de St Briec / CEI de Loudéac et Rostrenen : En charge de l'exploitation de la RN164 et de la mise en œuvre de la signalisation de chantier sur la RN164 et les voies secondaires;
- ➔ les communes de Caurel et de Guerledan en charge de l'exploitation des voies communales ;
- ➔ le conseil départemental 22 en charge de l'exploitation des voies départementales ;
- ➔ les concessionnaires de réseaux (ORANGE, ENEDIS, RTE, SDE22, Commune de Guerlédan, Syndicat d'Hilvern, Loudeac Communauté AEP, SFR, SAUR)
- ➔ Un prestataire pour les prestations topographiques en phase travaux (à désigner)
- ➔ Le prestataire désigné pour la réalisation des sondages et études géotechniques (GINGER)
- ➔ Le prestataire désigné pour la mission de maîtrise d'œuvre relative à la réalisation des ouvrages d'art courants et leur conception architecturale (SEGIC et son architecte, AEI) ;

- ➔ Le prestataire désigné pour la mission de maîtrise d'œuvre relative à la réalisation de l'OANC et les études architecturales (SCE et son architecte, AEI) ;
- ➔ le conseil départemental 22 en tant que facilitateur pour l'insertion sociale.

## **1-5. Textes réglementaires, rapports et documents de référence**

Le maître d'ouvrage attire l'attention du titulaire sur la prise en compte, dans la conduite de la prestation, des textes et directives européennes relatifs à l'environnement, des rapports d'états initiaux et des documents de référence des marchés de travaux.

### **1-5.1. Textes réglementaires**

- Annexes 1 à 3 de la Directive 2009/147/CE dite Directive « Oiseaux » ;
- Annexe 2 de la Directive 92/43/CEE dite Directive « Habitats - Faune Flore » ;
- Le Code de l'Environnement et plus particulièrement la loi relative à la protection de la nature n°76-629 du 10 juillet 1976 codifiée aux livres Troisième et Quatrième ;
- La Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006 et ses décrets d'application ;
- La Loi sur l'Air n°96-1236 du 30 décembre 1996 ;
- Le décret relatif, entre autres, au bruit des engins de chantier n°95-79 du 23 Janvier 1995 et ses arrêtés d'application ;
- Le SDAGE 2022-2027 du bassin Loire Bretagne ;
- Arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés ;
- Arrêté du 14 octobre 2019 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés ;
- Arrêté du 23 avril 2007 fixant les listes des mollusques protégés ;
- Arrêté du 29 octobre 2009 fixant les listes des oiseaux protégés ;

Les modifications successives de ces textes doivent être connues et prises en compte par le titulaire.

La présente liste n'est pas exhaustive, il revient au titulaire de se tenir informé de la réglementation en vigueur.

### **1-5.2. Rapports concernant le site**

Il sera remis au titulaire, au démarrage de la mission, les documents suivants :

- Dossier DUP comprenant l'étude d'impact (consultable sur le site Internet de la DREAL: <https://www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr/rn164-amenagement-du-secteur-de-mur-de-bretagne-l-a3707.html>);
- Arrêté DUP ;
- Dossier de demande d'autorisation environnementale ;
- Arrêté d'autorisation environnementale (procédure en cours, l'objectif est d'obtenir l'arrêté en 2026) ;
- Planning prévisionnel des travaux de la section ouest ;

### **1-5.3. Documents de référence des entreprises chargées des travaux**

Les cahiers des charges, les SOPRE puis les PRE, les plans d'assainissement provisoire, les plans d'installation de chantier et des accès de chantier, les documents EXE des entreprises titulaires des marchés cités au 1-4 du présent CCTP seront disponibles auprès du maître d'ouvrage dès que les entreprises auront été retenues.

### **1-6. Hygiène et sécurité**

L'Entrepreneur se conforme aux principes généraux de prévention pour maintenir la sécurité, tant pour leurs salariés (article L.230-2 du Code du Travail) que pour des tiers :

- Éviter les risques, les évaluer quand ils ne peuvent être évités ;
- Concevoir des postes de travail et choisir des équipements de travail et des méthodes de travail adaptées à l'homme ;
- Tenir compte de l'évolution des techniques ;
- Planifier la prévention ;
- Privilégier la protection collective par rapport à la protection individuelle ;
- Informer les salariés.

## **ARTICLE 2. LA MISSION DE COORDINATION ENVIRONNEMENTALE**

### **2-1. Objet de la coordination**

La coordination comprend, pour tous les marchés cités au 1-4 du présent CCTP, les prestations ci-après :

- La rédaction d'une note de synthèse d'appropriation de la mission (commun à tous les marchés) ;
- La mise à jour du Plan d'Assurance Qualité (PAQ) si besoin et si des éléments ont évolué depuis la version du PAQ au moment de la remise des offres ;
- La rédaction d'une note de synthèse sur le SOPRE et les parties et annexes environnementales du CCTP ;
- La fourniture d'un programme prévisionnel de visites de terrain ;
- La fourniture d'un avis sur le PRE de l'entreprise titulaire au regard du SOPRE, des exigences du CCTP, de l'arrêté d'autorisation environnemental, de la NRE et des textes réglementaires cités ci-avant ;
- La participation à l'actualisation du PRE si besoin au cours du chantier ;
- La fourniture d'un avis sur le plan d'assainissement provisoire de l'entreprise titulaire ;
- La fourniture d'un avis sur le plan des installations de chantier et des accès de chantier de l'entreprise titulaire ;
- La fourniture d'un avis sur les documents d'EXE à caractère environnemental de l'entreprise titulaire, notamment pour les opérations suivantes : réalisation du passage grande faune ; réalisation des passages petite faune ; réalisation des ouvrages hydrauliques avec reconstitution du lit, réalisation des bassins de rétention avec mise en

place des équipements spécifiques ; déviation de cours d'eau si besoin ; aménagement des berges si besoin ; mise en place des clôtures et des barrières anti-intrusion ; réalisation des hibernaculum

- La consultation de la partie environnementale du journal de chantier ;
- Les demandes d'agrément des fournitures (conformité des produits utilisés avec l'environnement) ;
- Les visites de contrôles réguliers ou inopinés ;
- Les visites de terrain avec vérification de l'application des mesures et des dispositions prises en faveur de l'environnement conformément aux exigences du CCTP, au PRE, à l'arrêté d'autorisation environnementale et à la NRE ;
- Les visites de terrain avec prescription de mesures et de dispositions à mettre en œuvre lors de points environnementaux sensibles : inspection plantes invasives ; vérification de l'absence d'espèces protégées dans les emprises au démarrage des travaux ou à certaines périodes, et déplacement si nécessaire ; réalisation du passage grande faune ; réalisation des passages petite faune ; réalisation des ouvrages hydrauliques avec reconstitution du lit, réalisation des bassins de rétention avec mise en place des équipements spécifiques ; déviation de cours d'eau si besoin ; aménagement des berges si besoin ; mise en place des clôtures et des barrières anti-intrusion ; évacuation des HAP ; réalisation des mares de substitution ; repérage des arbres à cavité nécessitant un abattage doux ;
- Les visites de terrain et l'assistance pour la levée des points d'arrêt ;
- La sensibilisation et la formation du personnel des entreprises titulaires et de leurs sous-traitants aux enjeux environnementaux, à la prise en compte de l'environnement et aux bonnes pratiques ;
- La rédaction des compte-rendus de visites de terrain et de réunions ;
- La réalisation d'un dossier de synthèse reprenant tous les éléments produits.

## **2-2. Organisation des prestations**

### **2-2.1. Appropriation de la mission**

En premier lieu, le titulaire devra s'approprier les documents relatifs à la protection de l'environnement et plus particulièrement à la préservation des enjeux environnementaux présents sur le site. Il devra notamment prendre connaissance de l'ensemble des documents cités dans la partie 1-5.

Le prestataire devra également s'approprier l'allotissement et le planning prévisionnel des travaux en lien avec les enjeux environnementaux.

Il sera demandé la rédaction d'une note de synthèse sur ces éléments, et la mise à jour du Plan d'Assurance Qualité (PAQ) si besoin et si des éléments ont évolué depuis la version du PAQ au moment de la remise des offres.

**Le titulaire aura un délai de 1 mois à compter de la date de notification du marché pour rédiger la note de synthèse et pour mettre à jour le PAQ.**

### **2-2.2. Appropriation de documents généraux**

Pour chaque marché de travaux cités au 1-4 du présent CCTP, le titulaire devra s'approprier et analyser les documents généraux, notamment le SOPRE et le CCTP (parties et annexes

environnementales).

Il sera demandé la rédaction d'une note de synthèse sur ces éléments et la transmission d'un programme prévisionnel de visites de terrain en fonction des enjeux environnementaux.

**Pour chaque marché, le titulaire aura un délai de 7 jours à compter de la transmission par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage du CCTP et du SOPRE de l'entreprise pour rédiger la note de synthèse et pour transmettre le programme prévisionnel de visites de terrain.**

### **2-2.3. Analyses de documents spécifiques**

Pour chaque marché de travaux cités au 1-4 du présent CCTP, le titulaire devra s'approprier, analyser, formuler un avis et assurer le suivi sur les documents transmis par les entreprises titulaires des différents travaux, en lien avec la protection de l'environnement, et notamment :

- La fourniture d'un avis sur le PRE de l'entreprise titulaire au regard du SOPRE, des exigences du CCTP, de l'arrêté d'autorisation environnemental, de la NRE et des textes réglementaires cités ci-avant ;
- La participation à l'actualisation du PRE si besoin au cours du chantier ;
- La fourniture d'un avis sur le plan d'assainissement provisoire de l'entreprise titulaire ;
- La fourniture d'un avis sur le plan des installations de chantier et des accès de chantier de l'entreprise titulaire ;
- La fourniture d'un avis sur les documents d'EXE à caractère environnemental de l'entreprise titulaire, notamment pour les opérations suivantes : réalisation du passage grande faune ; réalisation des passages petite faune ; réalisation des ouvrages hydrauliques avec reconstitution du lit, réalisation des bassins de rétention avec mise en place des équipements spécifiques ; déviation de cours d'eau si besoin ; aménagement des berges si besoin ; mise en place des clôtures et des barrières anti-intrusion ;
- La consultation de la partie environnementale du journal de chantier ;
- Les demandes d'agrément des fournitures (conformité des produits utilisés avec l'environnement).

Le prestataire devra veiller à la conformité de ces documents avec les textes législatifs et réglementaires (code de l'environnement, arrêté d'autorisation environnementale), avec les éléments figurant aux DCE travaux, avec les SOPRE et la NRE.

**Pour chaque marché et chaque document devant faire l'objet d'un avis, le titulaire aura un délai de 15 jours à compter de la transmission par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage dudit document pour formuler son avis.**

### **2-2.4. Visites de terrain**

Le prestataire procède à des visites de terrain régulières et inopinées. Il est proposé une intervention avec une fréquence à adapter en fonction des enjeux de chantier et des mesures à suivre. Prévoir en moyenne une visite par mois et par marché.

Avant de démarrer sa prestation de suivi d'un marché de travaux, le prestataire proposera à la validation préalable du Maître d'Ouvrage un programme prévisionnel de visites de terrain et de contrôles inopinés définis en fonction des enjeux connus.

Le prestataire doit vérifier l'application des PRE fournis et validés pendant les phases de préparation du chantier par les groupements titulaires des marchés. Le coordonnateur extérieur

environnemental doit identifier les tâches susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement et doit être présent, au moins, lors de leur démarrage pour s'assurer que toutes les personnes sont sensibilisées aux enjeux du site, pour l'inspection du terrain afin de vérifier la non colonisation de plantes invasives et l'absence d'espèces protégées dans les emprises, lors de la réalisation des passages grande faune et petite faune, lors de la déviation de cours d'eau si besoin, lors de la réalisation des équipements des bassins de rétention lors de la reconstitution du lit dans les ouvrages hydrauliques, lors de l'évacuation des HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques), lors de la réalisation des hibernaculum et des mares de substitution, lors du repérage des arbres à cavités, lors de la délimitation des zones sensibles..

Le coordonnateur effectue des contrôles inopinés, en ne prévenant aucun des interlocuteurs du chantier.

Lors de ses visites de terrain, il devra porter les équipements de protection individuelle adéquats et respecter les règles de sécurité du chantier.

En cas de pollution accidentelle grave, de destruction imminente d'espace naturel ou d'espèce patrimoniale, le prestataire saisira le maître d'œuvre et informera l'entreprise des mesures nécessaires pour faire supprimer le danger si les procédures correspondantes ne sont pas prévues au PRE. Le maître d'œuvre prendra, le cas échéant, les dispositions pour arrêter le chantier.

Chacune des visites fera l'objet d'un bilan et d'un échange verbal avec l'entreprise ainsi que d'un compte rendu envoyé conjointement au maître d'œuvre et au Responsable environnement de l'entreprise concernée. Ces comptes rendus seront transmis dans un délai de 7 jours maximum suivant la visite.

Le coordonnateur aura également le rôle de sensibiliser le personnel aux enjeux environnementaux. Il devra également conseiller / former le personnel aux bonnes procédures d'exécution, notamment en ce qui concerne les travaux pour les passages faune et l'aménagement des berges.

Le titulaire est libre d'organiser les visites de chantier à sa convenance. Il sera cependant possible que le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre commande expressément une visite. Dans ce cas la visite devra être réalisée au plus tard 2 jours après le constat de l'anomalie ou du dysfonctionnement, avec information du maître d'œuvre sur la date et heure de visite. Le compte-rendu devra être transmis dans un délai de 1 jour après la réalisation de la visite.

En cas d'enjeux environnementaux non détectés lors des études précédentes ou points environnementaux délicats (déplacement d'espèces protégées, dépassement d'emprises sur zones sensibles, abattage d'arbres en période printanière/estivale, travaux en cours d'eau, et tout autres problématiques...), le coordonnateur pourra être sollicité par la maîtrise d'œuvre et/ou la maîtrise d'ouvrage pour réaliser des expertises complémentaires. Ces expertises donneront lieu à au moins une visite sur site et à l'élaboration et l'envoi du compte-rendu au maître d'œuvre, maître d'ouvrage et au responsable environnement du groupement/entreprise concerné par le chantier.

**Pour chaque visite de terrain prescrite expressément par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, le titulaire aura un délai de 7 jours pour exécuter la visite.**

**Pour chaque visite de terrain, le titulaire aura un délai de 7 jours à compter de la visite pour transmettre le compte-rendu.**

**Pour chaque expertise prescrite expressément par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, le titulaire aura un délai de 2 jours pour exécuter la visite.**

**Pour chaque expertise, le titulaire aura un délai de 1 jour à compter de la visite pour transmettre le compte-rendu.**

### **2-2.5. Dossiers de synthèse**

Pour chaque marché de travaux cités au 1-4 du présent CCTP, le titulaire réaliser un dossier de synthèse du contrôle extérieur environnemental sous la forme d'un dossier A4 couleur et sous version numérique.

Ce dossier doit regrouper l'ensemble des documents, à savoir :

- tous les comptes-rendus de réunions.
- tous les comptes-rendus de visites de chantier (contrôles réguliers, contrôles inopinés, contrôles pour la levée de points d'arrêt).
- tous les comptes-rendus d'expertises.
- les avis sur le PRE, sur le plan d'assainissement provisoire, sur le plan des installations de chantier et des accès de chantier, sur les documents EXE à caractère environnemental.
- les avis sur les mesures et dispositions prises pour améliorer la situation dans le cadre du suivi de chantier et notamment en cas d'anomalies.
- tous les documents et photos qui ont été élaborés en cours de chantier pour la prise en compte de l'environnement.

**Pour chaque marché, le titulaire aura un délai de 1 mois à compter de la fin des travaux pour transmettre un dossier de synthèse.**

### **2-2.6. Réunions**

Le titulaire prendra part aux réunions suivantes :

- réunions de coordination et de pilotage des prestations avec le maître d'oeuvre et le maître d'ouvrage ;
- réunions de lancement pour chacun des marchés de travaux cités au 1-4 du présent CCTP ;
- réunions nécessaires avec les entreprises ou les groupements d'entreprises et la maîtrise d'œuvre lorsqu'il y aura un enjeu environnemental fort identifié (notamment pour les travaux à proximité du cours d'eau, et lors de l'aménagement des berges en sortie des ouvrages hydrauliques) ;
- réunions de chantier en tant que de besoin et notamment lorsqu'il y aura un enjeu environnemental fort identifié ;
- la tenue éventuelle d'une réunion de restitution en cas de dysfonctionnement,

**Pour chaque réunion, le titulaire aura un délai de 7 jours à compter de la date de la réunion pour transmettre le compte-rendu.**

## **2-3. Gestion des points critiques et des points d'arrêt**

Des points critiques et des points d'arrêt complémentaires pourront être proposés par les entreprises dans le cadre de leur PAQ.

**Point critique** : étape pour laquelle le titulaire prévient le maître d'œuvre pour qu'il puisse, s'il le juge utile ou non, y assister et en vérifier les conditions d'exécution. L'approbation du maître d'œuvre est nécessaire mais la prestation peut se poursuivre tant qu'il n'a pas donné d'avis contraire.

**Point d'arrêt** : étape pendant laquelle le titulaire ne peut engager l'exécution qu'avec l'accord express du maître d'œuvre. Le point d'arrêt correspond à un point sensible ou à des exigences pour lesquels une non-conformité aurait ou pourrait avoir des conséquences majeures. Il est

rappelé que la poursuite d'une activité au-delà d'un point d'arrêt requiert l'accord formel et préalable du maître d'œuvre.

Le titulaire pourra, à la demande du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre, participer à ces points critiques ou à ces points d'arrêt lorsqu'un enjeu environnemental fort aura été détecté.

La liste minimale des points critiques et points d'arrêt est définie dans le tableau ci-après :



Domaines	Exigences – Mesures envisagées	Points d'arrêt - Point critique – visa
Protection de l'air	Interdiction des brûlages de toute nature	Point critique
	Émission de poussières devront être limitées : stockage des produits pulvérulents à l'abri du vent	Point critique
	Contrôle de l'entretien et de la maintenance des équipements producteurs de fumée et ou de poussières	Point critique
Protection du cadre de vie	Évaluation des vibrations liés aux travaux	Point critique
	Matériels et engins homologués (bruit)	Point critique
	Matériaux temporairement stockés (merlons) à des hauteurs inférieures à 2 mètres	Point critique
	Engazonnement des espaces paysagers rapide après la fin des travaux	Point critique
	Remise en état des lieux rapide après la fin des travaux	Point critique
	Procéder au nettoyage des chaussées salies par le chantier	Point critique
Protection du milieu naturel	Vérification du bon entretien des clôtures zones écologiques sensibles	Point d'arrêt
	Aménagement des installations de chantier et des zones de stockages hors des zones sensibles (ZH, habitats d'espèces, zones inondables) et à plus de 20 mètres des cours d'eau, et dans les emprises du projet ou aux abords immédiats	Point d'arrêt
	Défrichement devront avoir lieu entre octobre et mars	Point critique
	Application du plan « espèces exotiques envahissantes »	Point critique
	Inspection pour faire un état des lieux « espèces exotiques envahissantes »	Point critique
	Prévention de toute pollution des sols par les hydrocarbures.	Point critique
	Vérification de la bonne réalisation des passages grandes faunes et petites faunes et aménagements des abords	Point critique
Protection de l'eau	Présence de moyens de dépollution sur le chantier (kits anti-pollution)	Point critique
	Plan d'intervention en cas de pollution accidentelle	Point critique
	Fonctionnement du dispositif d'assainissement provisoire dont dispositifs de filtration : contrôle des eaux en sortie des bassins de décantation provisoire, contrôle filtre à paille.	Point critique
	Assainissement de la base du chantier	Point critique
	Stockage des produits dangereux dans des bacs de rétention à l'abri des intempéries	Point critique
	Stockage des matériaux sensibles à l'eau (sacs de ciments et matériaux pollués (HAP) à l'abri des intempéries	Point critique
	Limitation des opérations de décapage au strict nécessaire , conformément aux plans des travaux	Point critique
	Engazonnement des talus dès que possible	Point critique
	Travaux sur les OH en période d'été	Point d'arrêt
	Déviations des cours d'eau	Point d'arrêt
	Création des aires spécifiques de stockage pour les carburants, huiles ...	Point critique
	Vérification de l'étanchéité des engins	Point critique
	Création d'aires de stationnement des engins	Point d'arrêt
	Aires spécifiques de lavage, entretien, ravitaillement pour les engins étanches avec recueil des eaux entretenues.	Point d'arrêt
	Création de fossés autour des aires de stationnement	Point d'arrêt
	Réalisation anticipée des bassins de rétention	Point d'arrêt
	Réalisation des équipements des bassins de rétention précisés dans l'AU	Point d'arrêt
	Travaux de reconstitution du lit dans les OH et hors OH	Point d'arrêt
	Interdiction de franchissements des cours d'eau	Point d'arrêt
	Prélèvements d'eau pour les besoins du chantier : chaque pompage sera déclarée.	Point d'arrêt
	Réalisation des banquettes dans les OHF et raccordement en sortie et entrée d'ouvrage au TN	Point d'arrêt
Gestion des déchets	Création d'une zone de stockage spécifique	Point critique
	Stockage et évacuation des espèces invasives	Point critique
	Stockage et évacuation des HAP	Point critique
	Collecte sélective	Point critique
	Signalétique spécifique	Point critique
	Mise en place de bordereau de suivi	Point critique
	Evacuation selon filières d'élimination adéquates	Point critique
Archéologie	Toute découverte devra immédiatement être déclarée au service Régional de l'archéologie et conservée dans l'attente	Point d'arrêt éventuel

## **2-4. Rendus**

Tous les documents devront être livrés sous format numérique, comprenant à la fois le format natif du fichier et son format pdf. Concernant les plans, il devront être transmis sous les formats DWG, DXF et SHP.

Le maître d'ouvrage peut demander, s'il le juge utile, la livraison d'une version sous format papier.

## **ARTICLE 3. DOMAINES D'INTERVENTION DES VISITES DE TERRAIN**

### **3-1. Généralités**

Hormis l'analyse préalable des documents, le prestataire doit effectuer plus concrètement les missions suivantes :

- Vérification de l'application du PRE et en particulier l'application des mesures en faveur de l'environnement inscrites au journal de chantier ;
- Vérification du respect des prescriptions de l'arrêté d'autorisation environnementale ;
- Vérification de l'absence d'espèces protégées dans les emprises au démarrage des travaux ou à certaines périodes, puis déplacements si nécessaires ;
- Suivi de la gestion des anomalies, analyse des points critiques et levée des points d'arrêt ;
- Analyse des résultats du contrôle intérieur des entreprises (efficacité ou non).

Le coordonnateur travaille en coordination avec le maître d'œuvre.

Selon les mesures à vérifier, le coordonnateur supplée le maître d'œuvre dans les contrôles (coordination à prévoir avec maître d'œuvre dans le planning des suivis) ou a en charge le suivi seul de la mesure quand il s'agit notamment de points qui nécessitent une connaissance environnementale spécifique (engins homologués, travaux de génie écologique, ...).

Les contrôles ont lieu de manière hebdomadaire, mensuelle ou à exécution selon le type de mesures à suivre.

### **3-2. Protection de l'air**

Les brûlages sont interdits sur le chantier.

Sur la plate-forme de terrassement, une aspersion régulière de la piste permet de limiter la production de poussières. L'arrosage des pistes se réalise au moyen d'eau en provenance du réseau d'eau potable, d'eau de récupération ou par pompage après accord du maître d'œuvre et déclaration préalable à la DDTM 22.

Le coordonnateur veille à ce que le stockage des produits pulvérulents se trouve à l'abri du vent.

Il contrôle que l'entretien et la maintenance des équipements producteurs de fumées et ou de poussières soient effectués.

### **3-3. Protection du cadre de vie**

Le coordonnateur évalue les vibrations émises par les travaux.

Pendant la phase chantier, les entreprises ont obligation d'utiliser du matériel insonorisé. Le coordonnateur vérifie que les engins de chantier sont aux normes et homologués (bruit). Les travaux bruyants ne sont pas autorisés la nuit. Conformément à l'article R1334-31 à 36 du Code de la Santé Publique (Décret n°2006-1099 du 31 août 2006), l'activité du chantier ne pourra pas occasionner une émergence globale supérieure à 5 dB(A) en période diurne (7h – 22h) et 3 dB(A) en période nocturne.

L'engazonnement rapide des espaces paysagers et la remise en état des lieux sont effectués après la fin des travaux.

### **3-4. Gestion du milieu naturel**

#### **3-4.1. Les zones sensibles**

Le coordonnateur a en charge la supervision de la mise en place et de l'entretien des barrières anti-intrusion dans les zones sensibles et la vérification du respect et de la mise en œuvre des dispositions relatives aux espèces protégées.

Ces différents éléments sont détaillés dans le volet C du dossier de demande d'autorisation environnementale.

#### **3-4.2. Protection des zones sensibles**

L'aménagement des installations de chantier et des zones de stockage devront se trouver hors des zones sensibles et à plus de 20 mètres des cours d'eau. Les aires de chantier (bases de vie notamment) seront prévues dans les emprises du projet ou aux abords immédiats.

Afin de limiter au maximum les risques de dérangement, et les destructions directes d'individus en phase chantier, il est demandé d'effectuer les défrichements entre octobre et fin février.

Pour réduire les risques d'amplification de la présence des espèces exotiques envahissantes, le coordonnateur demandera que les groupements/entreprises appliquent le plan d'action contre les espèces exotiques envahissantes. Une inspection pour faire un état des lieux des espèces exotiques envahissantes devra être effectuée.

Le coordonnateur veille au fait que les entreprises évitent toute pollution des sols par les hydrocarbures : les produits de vidange ou issus de fuites (hydrocarbures, huile de graissage des coffrages, solvants,...) ne devront pas entrer en contact avec les milieux naturels. Ces produits, ainsi que les terrains qu'ils auraient souillés, seront récupérés et évacués à la charge de l'entreprise dans des sites conformes à la réglementation en vigueur. Les bons de décharge seront fournis au maître d'œuvre.

Le coordonnateur vérifie que la réalisation des passages à faune, des passages hydrauliques et de l'aménagement des abords, soient bien effectués, en concordance avec le dossier de demande d'autorisation environnementale et la note de cadrage passage à faune.

Le coordonnateur prendra les mesures de précaution sanitaire contre les chytridiomycoses (protocole de la société herpétologique de France – SHF) lors de la capture et de la relâche des spécimens d'amphibiens.

### **3-5. Protection de l'eau**

#### **3-5.1. Pollutions accidentelles**

Il est impératif de récupérer immédiatement les éventuelles infiltrations et propagations de

produits toxiques. Chaque conducteur d'engins devra avoir dans sa cabine des kits anti-pollution.

Le chantier est muni de produits absorbants (sciure de bois, boudin absorbant, lingettes) en un lieu dédié, toujours accessible et matérialisé avec un protocole d'intervention établi.

Les portions de terre imprégnées par d'éventuelles souillures sont immédiatement extraites pour une mise en décharge.

Le coordonnateur émet un avis sur le plan d'intervention en cas de pollution accidentelle et il veillera à ce qu'il soit applicable sur le terrain.

En cas de pollution accidentelle, l'entreprise en charge des travaux est responsable de cette pollution. Elle doit ainsi prévenir le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le coordonnateur extérieur environnemental et la DDTM22 avant toute mise en œuvre d'une solution curative. Elle sera reconnue entièrement responsable du dommage.

### **3-5.2. Assainissement du chantier**

Les rejets des eaux sont suivis ainsi que le fonctionnement du dispositif d'assainissement provisoire dont les dispositifs de filtration : contrôle des eaux en sortie des bassins de décantation provisoire, contrôle filtre à paille ou granulométrie.

Les eaux rejetées ne devront pas contenir de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeurs, ni contenir de substances susceptibles de nuire à la qualité des eaux souterraines ou d'entraîner la destruction de la faune aquatique, de nuire à son alimentation ou à sa reproduction, ni d'altérer sa valeur alimentaire. Leur couleur après traitement ne doit pas provoquer de coloration visible des milieux récepteurs.

Les bassins de décantation provisoires sont mis en place au fur et à mesure de l'avancement du chantier, pour récupérer les eaux ruisselant sur les plate-formes et voies d'accès, de préférence à l'emplacement des bassins prévus dans le projet.

Les groupements/entreprises ont l'obligation de gérer les eaux du chantier et elles doivent mettre en œuvre les moyens nécessaires à leur traitement et à leur évacuation.

L'interruption par un épisode pluvieux nécessitera d'observer une attente de ressuyage.

Les opérations de décapage sont limitées au strict nécessaire

### **3-5.3. Ouvrages hydrauliques, engins de chantier et lavage des toupies**

Les travaux sur les ouvrages hydrauliques devront avoir lieu prioritairement en période d'étiage.

Le coordonnateur veille à ce que les ouvrages hydrauliques de rétablissement de cours d'eau soient conformes (les buses doivent être suffisamment enfoncées pour que l'eau ne passe pas en dessous) et positionnés aux endroits adéquats.

Il supervise également les travaux de déviation de cours d'eau le cas échéant, et les pêches électriques associées.

Le stationnement des engins de chantier se fera sur des places prévues à cet effet, et en dehors des zones sensibles.

Des aires spécifiques de lavage, d'entretien et de ravitaillement pour les engins étanches avec recueil des eaux entretenues sont prévues.

Le lavage des engins, des toupies et des bennes à béton est interdit en dehors des aires de lavage spécifiques et contrôlées. Un système de lavage des goulottes des toupies de béton et de gestion

de bétonnage (fosses de lavages des toupies) permettant d'éviter la dispersion du béton dans le milieu naturel devra être prévu par les groupements/ entreprises, notamment pour la réalisation des ouvrages d'art. Ces fosses de dépotages se trouveront en dehors des zones sensibles et à plus de 20 mètres des cours d'eau. Le lavage des engins, des toupies et des bennes à béton est interdit en dehors de ces aires de lavage spécifiques et contrôlées.

L'emprise des travaux sera isolée du milieu environnant par la mise en place de fossés en pied de remblais (fossés de collecte des eaux de chantier).

Le coordonnateur veille à ce que l'engazonnement des talus soit correctement réalisé par les groupements/entreprises.

Le coordonnateur veille au bon déroulement de la réalisation des équipements des bassins de rétention conformément aux prescriptions du dossier de demande d'autorisation environnementale.

Ces bassins de rétention doivent être réalisés avant les travaux de terrassement et chaussée (réalisation anticipée – contrôle du phasage des travaux).

#### **3-5.4. Supervision des travaux dans les cours d'eau**

Le franchissement des cours d'eau par les engins est interdit.

Le coordonnateur supervise les travaux et hauteurs de reconstitution du lit des cours d'eau dans les ouvrages hydrauliques.

Le coordonnateur veille à ce que la réalisation des banquettes dans les ouvrages hydrauliques de franchissement, soit conforme aux recommandations du dossier de demande d'autorisation environnementale et de la note de cadrage passage à faune.

Il doit contrôler que le raccordement en sortie et entrée d'ouvrage au niveau du talus naturel soit pertinent d'un point de vue écologique.

#### **3-5.5. Pompage**

En ce qui concerne les prélèvements d'eau pour les besoins du chantier :

- le pompage dans les cours d'eau sera interdit,
- le pompage dans la nappe sera autorisé pour la construction des fouilles des ouvrages, et éventuellement pour éviter les poussières.

Chaque pompage sera déclaré. Une fiche d'intervention type sera à déclarer auprès de la DDTM22 – service police de l'eau, en indiquant :

- la localisation,
- les motifs,
- la capacité de pompage,
- la date de démarrage du pompage et sa durée prévisionnelle.

#### **3-6. Base de vie**

Les bases de vie / travaux seront pourvues d'un système de traitement des effluents. Dès leur construction, il est édifié un fossé de ceinture permettant de recueillir les eaux de ruissellement ainsi qu'un bassin de rétention provisoire qui sera équipé, en aval, d'un dispositif de filtration (filtre à pailles, géotextile drainant,...) de façon à assurer une rétention complémentaire des matières en suspension.

Le coordonnateur s'assure que les dispositifs de filtration soient correctement mis en place.

Tout rejet liquide d'eaux de ruissellements en provenance des plates-formes des bases de vie et des installations de chantier, sera strictement interdit s'il n'est pas précédé d'un traitement adapté aux types d'eaux recueillies par chaque zone. Les eaux usées à caractère domestique provenant des installations sanitaires temporaires pourront être évacuées séparément dans les réseaux d'assainissement des eaux usées existants, sous réserve de convention avec le gestionnaire de ces réseaux, ou être recueillies dans une fosse qui sera vidée périodiquement.

### **3-7. Stockage**

Le stockage des produits dangereux se fait à l'abri des intempéries et sur des bacs de rétention dans des aires spécifiques prévues à cet effet.

Les stocks de produits et matériaux (sac de ciment, matériaux pollués HAP) doivent être gérés dans des zones appropriées, à l'abri des intempéries et avec un suivi permanent de l'éventuelle fuite de polluants.

La zone de stockage des hydrocarbures et lubrifiants est rendue étanche et confinée (bacs de rétention) et à l'abri des intempéries ; les vidanges des engins seront, quant à elles, réalisées sur une plate-forme étanche avec recueil des eaux vers un bassin de décantation. L'étanchéité des engins sera régulièrement contrôlée. Les produits de vidange seront recueillis et évacués en fûts fermés vers une filière de traitement adaptée.

Les réserves de carburant doivent être munies de bacs de rétention équivalents aux citernes d'approvisionnement.

### **3-8. Gestion des déchets**

Le coordonnateur veillera à ce que les groupements/entreprises gèrent correctement leurs déchets :

- création d'une aire de stockage spécifique,
- collecte sélective,
- stockage et évacuation des HAP,
- évacuation selon les filières adéquates,
- signalétique.

Tous les déchets (ordures, béton, produits de découpe ou de rabotage, gravats, etc,...) sont traités selon les dispositions annoncées par l'entreprise dans son SOPRE. Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de donner un avis sur le devenir de ces matériaux, avis auquel le titulaire du marché doit se plier.

Les bons de décharge sont fournis au maître d'œuvre (mise en place de bordereaux de suivi).

Dans un souci de développement durable, le coordonnateur veille à ce que le SOPRE optimise, dans la mesure du possible, le transport des déchets (coût du carburant et bilan carbone).

### **3-9. Information du personnel**

Le prestataire doit s'assurer que le personnel des entreprises et les sous-traitants soient informés des enjeux environnementaux, sensibilisés à la prise en compte de l'environnement et formés aux bonnes pratiques.

Le manuel environnement des entreprises doit être disponible pour l'ensemble du personnel.

L'existence de documents supports doit faciliter la bonne intégration de ces notions (aide-mémoire, affiches, ...).

Un questionnaire des divers employés peut être réalisé.

Un compte-rendu de l'information et de la sensibilisation des personnels des entreprises et des sous-traitants sera demandé par le maître d'ouvrage pour s'assurer que le coordonnateur extérieur environnemental a bien transmis les notions relatives au respect et à la protection de l'environnement.